

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

➤ Pour les personnes physiques :

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur (JA) (bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de cet imprimé depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA) : oui non

Ce projet s'inscrit-il dans votre plan de développement du dossier d'installation (DJA): oui non

➤ Pour les personnes morales :

Nombre d'associés - exploitants : |_|_|_| Nombre d'exploitations regroupées : |_|_|_|

Nom et prénom des associés-exploitants ou dénomination sociale	N°SIRET (ou PACAGE)	JA	JA Date d'installation	Projet inscrit dans votre plan de développement JA
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>

➤ Pour les CUMA :

Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la coopérative participant à l'investissement : |_|_|_|

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus de 10 adhérents.

N°	Nom et prénom de l'adhérent participant	N° PACAGE ou SIRET
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		

➤ Pour tous demandeurs :

Êtes-vous adhérent à une coopérative d'utilisation de matériel en commun (CUMA) : oui non

Si oui, précisez le nom et le numéro de la CUMA : _____

Êtes-vous adhérent à une organisation de producteurs : oui non

Si oui, précisez le nom et le numéro de l'organisation : _____

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a) Localisation du siège de l'exploitation : Identique à la localisation du demandeur

Sinon, veuillez préciser l'adresse du projet : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

b) Zone du siège de votre exploitation :

Zone défavorisée : oui non

Zone vulnérable : oui non

Si oui, précisez la date du zonage : avant 1^{er} janvier 2007 après 1^{er} janvier 2007

c) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3).

Veillez indiquer si votre exploitation :

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels : _____

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (ex : forage pour les bâtiments d'élevage, prélèvement pour l'irrigation) ;

ne relève pas de ces réglementations

f) Type de culture sur l'exploitation

grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pomme de terre, cultures textiles et énergétiques,...)

Surface : _____ ha

cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges,..)

Surface : _____ ha

horticulture

Surface : _____ ha

maraîchage

Surface : _____ ha

viticulture

Surface : _____ ha

autres cultures spécialisés (houblon, ...) à préciser : _____

Surface : _____ ha

CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Localisation du projet :

Lieu des travaux : Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse : _____

Département |__|__| Commune |__|__|__|__|__|__| lieu dit : _____

b) Description des travaux et du projet :

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : __/ 20__ (mois, année)

Date prévue de fin de projet : __/ 20__ (mois, année)

c) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation

Si vous n'êtes pas une CUMA :

Si vous avez une comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

Si vous êtes une CUMA :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
capitaux propres (cad capital social + réserves)		
capitaux permanents (cad capital emprunté à moyen et long terme)		
immobilisations		

- Nombre d'UTH : avant projet : _____ après projet : _____

- Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui non Temps de travail gagné estimé (en heures/jour) :

- Avez-vous souscrit des mesures agro-environnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ou envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) mises en place pour la période 2007-2013?

oui non Si oui, précisez l'année et le type de mesure :

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agro-environnemental ?

oui non Si oui, précisez :

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic énergétique ?

oui non Si oui, précisez :

- Votre exploitation est-elle qualifiée au titre de l'agriculture raisonnée ?

oui non Si oui, précisez :

- Votre exploitation est-elle qualifiée au titre de l'agriculture biologique ?

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation procède-t-elle à la valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie ?

oui non Si oui, précisez :

Activité cultures végétales :

- Votre projet d'investissement induit-il une modification de votre système d'exploitation ?

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation est-elle engagée dans une démarche de type ferti-mieux

oui non

- Votre exploitation est elle engagée dans une démarche de type phyto-mieux ?

oui non

Spécificité CUMA :

- Votre projet permet-il de diminuer l'impact sur l'environnement de l'activité agricole ?

oui non Si oui, précisez

- Votre projet permet-il d'améliorer la sécurité du travail ?

oui non Si oui, précisez

- Votre projet favorise-t-il la diffusion de nouvelles technologies ?

oui non Si oui, précisez

- Votre projet répond-il à une augmentation du nombre d'adhérents ? oui non Si oui, précisez

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du dispositif 121 C4

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales (y compris redevance émise par l'Agence de l'eau),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis par le conseil général et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de dépôt de la présente demande auprès du guichet unique.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à apposer au siège de mon exploitation une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ; s'agissant de matériel, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide, pendant cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de subvention.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'État publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

